

BUREAU DE LA PRE-CLE

AVIS FAVORABLE
avec recommandations

Dossier n°163

**Consultation sur le projet du Schéma
Régional des Carrières PACA**

Doc. établi par le Secrétariat de la CLE, 03 avril 2023

AU REGARD DU DELAI ET DES ENJEUX, LA PRESIDENTE DE LA CLE, MARIE-NOËLLE BATTISTEL A SOUHAITE CONSULTER LES MEMBRES DU BUREAU DE LA PRE-CLE PAR VOIE DEMATERIALISEE, LE VINGT MARS DE L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS.

Présents à voix délibérative :

Marie-Noëlle BATTISTEL (Présidente CLE), Maryse BARTHELEMI (CC Matheysine), Gilles STRAPPAZZON (CR Romanche/CD38), Bernard HERITIER (Valjouffrey), Régis SICARD (SIALLP), Fabien MULYK (SYMBHI), Jean-Luc GARNIER (CC Matheysine), Jean-Louis ARTHAUD (St-Christophe-en-Oisans), Denis DELAGE (CC Oisans), Georges GOFFMAN (Bourg-d'Oisans), Pierre BALME (SYMBHI), Claude GIRARD (CC Trièves), Eric MENA (Gresse-en-Vercors), Anne-Sophie OLMOS (GAM), Jean-Luc CORBET (Varcès-Allières-et-Risset), Bruno LAMY (Vizille), Sam TOSCANO (Pont-de-Claix), Michel ARNAUD (EDF), Sabine SAMBLAT (EDF), Georges RAVANAT (FNE), Hervé BONZI (Fédération Départementale de Pêche), Dominique BOISSON (FHE), Serge PERUCCIO (Association des Industriels utilisateurs d'eau), Laurent CADILHAC (AERMC), Eric BRANDON (DDT), Daniel GARCIN (Vaulnaveys-Le-Haut), Clémence MIARD (ARS), Olivier BERTRAND (SPL EDGA), Christophe PORNON (DREAL), Jean-Pierre AGRESTI (CC Trièves).

RAPPEL DU CONTEXTE

La Commission locale de l'eau du Drac et de la Romanche a été mise en place par arrêté préfectoral en décembre 2002 et constitue un parlement de l'eau réunissant des représentants des collectivités (1/2), des usagers (1/4) et des services de l'Etat (1/4).

La première mission de la CLE a été d'élaborer le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) pour le bassin versant du Drac et de la Romanche, constitué de 117 communes sur près de 2 500 km² allant côté Romanche, des sources de la Romanche à la confluence avec le Drac, et côté Drac, du lac du Sautet à la confluence avec l'Isère à Grenoble.

Le SAGE a été voté à l'unanimité le 10 décembre 2018. Nous travaillons désormais à sa mise en œuvre.

Les Préfets sollicitent la Commission Locale de l'Eau pour formuler un avis sur les dossiers faisant l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau ou au titre des Installations Classées pour l'Environnement.

La CLE a décidé que cette obligation pouvait être l'occasion, pour les porteurs de projet, de présenter aux élus et usagers du territoire composant le Bureau de la CLE, le contenu de leur projet dans le cadre d'une démarche de conciliation des impératifs de gestion et de protection de la ressource en eau avec les impératifs d'aménagement du territoire.

Le très grand intérêt de l'existence de la CLE est en effet de faciliter le dialogue et la concertation entre tous les acteurs de l'eau et de promouvoir ainsi la coordination des politiques publiques.

Par email du 25 février 2023, le Préfet de la Région Sud (ex-PACA) a sollicité l'avis de la CLE sur le projet de Schéma Régional des Carrières (SRC).

PRESENTATION DU PROJET ET DE SON IMPACT SUR LA RESSOURCE EN EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

Présentation du projet

Qu'est-ce qu'un Schéma Régional des Carrières ?

Le schéma régional des carrières est un document de planification qui :

- définit les conditions d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats et des matériaux ;
- prend en compte : l'intérêt économique, les ressources et les besoins en matériaux (dans et hors de la région), la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace, l'existence de modes de transport écologiques, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage ;
- identifie les gisements potentiellement exploitables et recense les carrières existantes ;
- constitue un cadre de référence pour la profession, pour les collectivités locales pour l'élaboration des documents d'urbanisme et pour les préfets qui délivrent les autorisations d'exploiter ;
- dispose d'une portée réglementaire.

Les orientations générales du Schéma Régional des Carrières

- Intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire pour :
 - anticiper les grands chantiers et la préservation des ressources minérales ;
 - interdire ou limiter la création de carrières selon des enjeux environnementaux ;
 - prioriser les sites existants ;
 - localiser en priorité l'ouverture de carrières dans les zones sans enjeux environnementaux.
- Economiser la ressource et développer le recyclage ;
- Optimiser les transports et limiter les émissions de GES et de polluants à travers le rapprochement des sites de production et des bassins de consommation et de l'adéquation entre les besoins et usages ;
- Préserver les enjeux du territoire en abordant la prise en compte des enjeux agricoles, forestiers, paysagers et environnementaux au niveau de la planification et de la gestion des sites d'extraction ;
- Prendre en compte l'environnement dans l'exploitation des carrières - réhabiliter les sites :
 - en phase exploitation, les enjeux relatifs à la biodiversité, l'eau, l'agriculture et la sylviculture, le cadre de vie et l'acceptabilité sociale des carrières sont abordés à travers la recommandation de bonnes pratiques ;
 - en phase de réhabilitation les recommandations visent à assurer une meilleure remise en état des sites à la fin de leur exploitation en prenant en compte des critères paysagers, du patrimoine géologique, d'usages premiers du sol et de remblaiements par des matériaux dont l'inertie physico-chimique est contrôlée afin de préserver la ressource d'un point de vue qualitatif et quantitatif, les milieux aquatiques et les zones humides. La réhabilitation des sites est également recherchée au fur et à mesure de son exploitation.

Les besoins en matériaux de nos jours

A l'échelle de la région Sud (ex-PACA)

La production annuelle régionale représente environ 32,7 millions de tonnes.

Il existe environ 161 carrières en fonctionnement en 2017, réparties en 3 grandes familles pour les ressources minérales primaires :

- les matériaux de construction et travaux publics ;
- les roches ornementales et de construction ;
- les minéraux pour l'industrie.

Il existe également des ressources minérales secondaires (matériaux alternatifs avec préparation particulière en vue de leur réutilisation (matériaux de recyclages issues du BTP, sédiments de dragage et curage des canaux, cours d'eau, etc)).

A l'échelle du bassin versant du Drac et de la Romanche

Sur le périmètre d'intervention de la CLE, le SDC de la Région Sud concerne les communes de La Grave et Villar-d'Arène (Hautes-Alpes). Elles sont situées sur le bassin versant de la Romanche et sont intégrées dans le territoire du SCOT de l'aire du Briançonnais. Ce territoire est considéré comme déficitaire en matériaux. Aucune carrière n'est exploitée actuellement sur les 2 communes Hautes-Alpines situées sur le périmètre du SAGE.

Concernant le bassin versant du Drac, la limite du périmètre d'intervention s'arrête au niveau du Lac du Sautet. L'amont du bassin versant du Drac, côté Hautes-Alpes, est couvert par le SAGE du Drac amont porté par la CLEDA et ayant la compétence GEMAPI.

Évaluer les besoins futurs en matériaux

La prise en compte des enjeux environnementaux

Le dossier indique que les carrières peuvent présenter des impacts sur la ressource en eau (perturbation des écoulements et risques de pollutions) et sur les écosystèmes qui y sont associés.

L'ensemble des carrières présentent un risque sur la ressource en eau, potentiellement accru dans le cas des exploitations de granulats alluvionnaires. D'autres risques sont présents comme le rejet de matières en suspension, la vulnérabilité des nappes aux pollutions, etc.

Les enjeux environnementaux vis-à-vis de la ressource en eau sont nombreux et concernent principalement :

- la maîtrise de la consommation d'eau dans les processus de production de matériaux ;
- la maîtrise des risques de pollution accidentelle des eaux ;
- la protection des milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides, espaces de bon fonctionnement) et des eaux souterraines lors de l'implantation, de l'exploitation et de l'extension de carrière, particulièrement pour les granulats alluvionnaires ;
- la remise en état après exploitation vis-à-vis des cours d'eau, des nappes souterraines et des écosystèmes aquatiques ;
- la protection qualitative et quantitative de la ressource en eau potable actuelle ou future.

Le Schéma Régional des Carrières conduit à une cartographie avec 4 niveaux de sensibilité pour une bonne prise en compte des enjeux environnementaux :

- les espaces de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires, qui interdisent l'ouverture de nouvelles carrières ou l'extension surfaciques des sites existants (en référence au texte réglementaire, national ou local, ou au règlement d'urbanisme ou à la maîtrise foncière) ;
- les espaces d'enjeux forts, qui n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles carrières mais pour lesquels il n'y a pas de principe d'interdiction dans la réglementation. Les extensions de carrières existantes y restent possibles et devront intégrer ces enjeux à un haut niveau de performance, et par une mise en oeuvre de la séquence ERC proportionnée aux enjeux ;
- les espaces d'enjeux modérés, qui justifient une attention particulière ;
- les espaces « a priori sans enjeu », pour lesquels il n'y a pas d'enjeu particulier de préservation de l'environnement identifié à l'échelle régionale.

Évaluer les besoins en matériaux à l'horizon 2032

L'estimation des besoins à l'horizon 2032 repose sur des scénarios économiques du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics, autrement dit sur une projection de l'activité des entreprises de construction sur 12 ans.

Une analyse a permis d'établir une corrélation entre la production de ces granulats et l'activité du Bâtiment et des Travaux Publics :

	2015	2026	2032	Evolution entre 2015 et 2032
Matériaux de construction	27,8 Mt	31,2 Mt	31,6 Mt	Proportionnelle au chiffre d'affaires du BTP
Minéraux pour l'industrie	4,2 Mt	4,2 Mt	4,2 Mt	Pas d'évolution
Roches ornementales et de construction	0,256 Mt	0,263 Mt	0,266 Mt	Proportionnelle à la population
Autres (réaménagement ISDND)	0,156 Mt	0,156 Mt	0,156 Mt	Pas d'évolution
Total	32,5 Mt	35,8 Mt	36,2 Mt	

Tableau 11 : Synthèse de la prospective sur les besoins régionaux

Le scénario retenu se base sur :

- la priorisation au renouvellement et à l'extension des carrières existantes ;
- une hypothèse haute sur le recyclage ;
- la possibilité de création de nouvelles carrières, sous réserve d'en justifier précisément le besoin. Cette possibilité s'applique en particulier aux territoires déficitaires en granulats identifiés.

La prise en compte des enjeux environnementaux implique notamment que les carrières situées en zone de contrainte réglementaire stricte et d'enjeux rédhibitoire peuvent être renouvelées à l'issue de leur autorisation actuelle, mais ne peuvent pas être étendues. Les créations de carrières ne sont pas autorisées.

Les communes de La Grave et Villar-d'Arène se situent dans le territoire du SCOT du Briançonnais. Ce territoire est identifié comme déficitaire en matériaux à l'horizon 2032. Néanmoins, le dossier indique que ce déficit est à modérer compte-tenu de la situation excédentaire de la CC du Guillemois et Queyras proche. Aucun gisement potentiel n'est identifié sur les communes de la Grave et Villar-d'Arène.

L'état des lieux met en évidence des échanges limités de matériaux avec les régions voisines (départements voisins).

Le scénario retenu ne marque pas de rupture avec la situation actuelle et n'impliquera donc pas de modification dans les échanges avec les territoires (régions, pays) voisins.

AVIS DU BUREAU DE LA PRE-CLE : AVIS FAVORABLE AVEC RECOMMANDATIONS

Pour le projet de Schéma Régional des Carrières de la Région Sud, les objectifs et orientations générales sont compatibles avec le SAGE du Drac et de la Romanche, cependant, certains points mériteraient des précisions. Sur la base de la note technique du secrétariat de la CLE, le Bureau de la CLE, après en avoir été consulté par mail du 20/03/2023:

Prend acte et décide, à 27 voix favorables — d'émettre un avis FAVORABLE avec RECOMMANDATIONS.

Prennent part au vote : 20 collectivités (MN. BATTISTEL, M. BARTHELEMI, B. HERITIER, R. SICARD, JL. GARNIER, JL. ARTHAUD, D. DELAGE, G. GOFFMAN, C. GIRARD, E. MENA, AS OLMOS, JL. CORBET, B. LAMY, S. TOSCANO, G. STRAPPAZZON, P BALME, F. MULYK, D. GARCIN, O. BERTRAND, JP. AGRESTI), 4 représentants des usagers (J. PULOU, H. BONZI, D. BOISSON, S. PERUCCIO), 3 représentants des services de l'Etat (C. MIARD, E. BRANDON, L. CADILHAC).

Ne prend pas part au vote: C. PORNON (DREAL)

Pour ce projet,

1. La Pré-CLE RECOMMANDE la création d'une instance de gouvernance à l'échelle départementale ou interdépartementale (Isère/Hautes-Alpes) pour accompagner la mise en œuvre du Schéma Régional des Carrières.

La démarche SRC va dans le bon sens, cependant, il est possible de constater que:

- le SRC reste un document de planification générale. En l'état du dossier, sa mise en œuvre opérationnelle reste compliquée et devra faire l'objet de discussions au niveau local ;
- l'échelle régionale n'apparaît pas pertinente et ne permet pas une appréhension fine des besoins et ressources des territoires. Il faudrait privilégier une approche départementale, voire par bassin de vie (par exemple, pour le périmètre du SAGE Drac-Romanche : Oisans/Briançonnais) ;
- La mise en œuvre du SRC nécessite un soutien fort de l'Etat en terme d'animation locale.

Pour toutes ces raisons, il apparaît stratégique de créer une instance de gouvernance locale qui associerait l'ensemble des parties prenantes pour suivre la mise en œuvre du SRC et tenir compte des enjeux locaux. Il permettrait d'accompagner les choix d'implantation/extension de carrières en tenant compte des besoins en matériaux et être en mesure de faire des régulations en fonction des enjeux en présence voire des enjeux interterritoriaux.

2. Concernant la prise en compte des enjeux de l'eau, la Pré-CLE RECOMMANDE à ce que soit complété l'outil cartographique de la DREAL qui est utilisé par la profession des carriers et l'Etat pour faciliter l'élaboration des dossiers d'autorisation.

Les zonages, concernant la ressource en eau, doivent être intégrés et faire l'objet d'une mise à jour régulière : les cours d'eau et leur Espaces de Bon Fonctionnement des cours d'eau (quand la connaissance existe), les périmètres de protection de captages AEP (PPI, PPR) ainsi que les zones humides.

3. La Pré-CLE RECOMMANDE d'insister et de réellement mettre en œuvre les prescriptions du SRC :

- sur la sollicitation amont des CLE par les porteurs de projets lors des futurs projets de carrières ou demandes de renouvellements/extensions ;
- sur la concertation entre les gestionnaires de milieux et les carriers afin d'identifier les interactions entre les projets et les milieux aquatiques, discuter des adaptations nécessaires pour rendre les projets d'extraction compatibles avec la préservation de la ressource en eau, mais aussi pour identifier les besoins en matériaux du territoire.

La CLE tient à rappeler que « l'étude d'impact » des nouveaux projets et/ou renouvellements et/ou extensions de carrières dans les dossiers d'autorisation, n'empêchent pas l'interdiction de ces projets, si ces derniers demeuraient incompatibles avec la préservation des enjeux environnementaux.

Ainsi, fait et délibéré le 03 avril 2023



Marie-Noëlle BATTISTEL,
La Présidente de la CLE Drac-Romanche,
Députée